

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS
LE 18 SEPTEMBRE 2025

Présents : M. BONNET, Président, Mme MATHIEU, vice-présidente, Mmes ANGLEYS, BOIS, BOURGEOIS, BRULEBOIS-VIOTTO, CARBONE, HERA, SPALANZANI, THENOZ, Mrs BOIS, MICHALINA.

Pouvoirs : Mme DESCHARRIERES (donne pouvoir à Mme SPALANZANI), M. PISON (donne pouvoir à M. MICHALINA).

Absent(e)s : Mmes HEILLIETTE, LE BARRILLEC.

Secrétaire de séance : Anna GUGLIELMI DUMEE

Le procès-verbal du 12 juin 2025 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés. A la demande des membres du CCAS.

Délibération n°01 – BUDGET CCAS 2025, Décision Modificative n° 2

Dominique Bonnet laisse la parole Stéphane Roux du service finances pour présenter la décision modificative.

Article 611 Contrat prestation de service : 1860 € pour contrat tiers relatif à la télétransmission des actes auprès de la préfecture et le SGC le Touvet.

<u>Article 6234</u> Réception :	1000 €
<u>Article 6237</u> Publications :	360 € reliure des délibérations
<u>Article 6247</u> Transports collectifs :	- 1000 €
<u>Article 6288</u> Autres services ext (sorties) :	280 €
<u>Article 65134</u> Secours :	- 1500 €

La section de **Fonctionnement** s'équilibre en Dépenses et Recettes pour un montant de 1 000.00 €

La section d'**Investissement** s'équilibre en Dépenses et Recettes pour un montant de 0.00 € (cf annexes jointes à la délibération pour détail).

Le Conseil d'administration du CCAS, à l'unanimité de ses membres présents et représentés, approuve la Décision Modificative n°2 pour l'année 2025.

Délibération n°02 – Adoption d'une convention entre la préfecture de l'Isère et le CCAS de Montbonnot-Saint-Martin pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat

Anna Guglielmi Dumée informe que vu le code général des collectivités territoriales, Le recours aux échanges électroniques pour le contrôle de légalité est prévu par l'alinéa 3 des articles L.2131-1, L.3131-1 et L 414-1.

Pour cela les CCAS concernés doivent, en application des articles R.2131-3, R. 3132-1 et R. 4142-1 du CGCT, signer avec le représentant de l'Etat dans le département une « convention de télétransmission ».

Pour ce faire, le Président du CCAS indique, qu'en vertu de la délégation que le Conseil d'Administration lui a accordée pour la passation des marchés publics, il a procédé au choix de l'opérateur de télétransmission choisi parmi la liste fournie par les services de la préfecture, la société Berger-Levrault-Magnus.

Le Conseil d'Administration du CCAS, à l'unanimité de ses membres présents et représentés autorise Monsieur le Président à signer la convention correspondante avec la préfecture de l'Isère.

Fin de séance : 19h



La Secrétaire,
Anna GUGLIELMI DUMEE



Le Président du CCAS,
Dominique BONNET